



# LES AMIS DE LA CONFÉDÉRATION PAYSANNE

## LETTRE TRIMESTRIELLE N°47

AVRIL 2018



### ÉDITO

Le 20 janvier 2018, l'ensemble des groupes locaux et le Conseil d'administration de notre association, les Ami.e.s de la Confédération paysanne, ont décidé de lancer une campagne nationale sur le thème « DECIDONS DE NOTRE ALIMENTATION ! ».

Face au pouvoir omnipotent des entreprises de l'agro-industrie sur la production, la transformation et la distribution des produits alimentaires, l'objectif général de cette campagne est d'exiger que les citoyen.ne.s puissent décider eux-mêmes de leur alimentation, une alimentation de qualité, accessible à tous et respectueuse de notre santé et de la nature.

Cela signifie que nous exigeons de participer démocratiquement à toutes les instances où se décident

les politiques agricoles et alimentaires, au plan local, régional, national et international.

Cela signifie aussi, en tant que citoyen.ne.s, d'élaborer des propositions de politiques alimentaires fondées sur l'agriculture paysanne.

Quand on interpelle notre capacité à choisir notre alimentation, on ouvre le débat et l'action au champ de la démocratie, celui des politiques agricoles, de l'emprise du système économique, des alternatives au productivisme, de réels services publics, notamment en ruralité.

A Notre-Dame-des-Landes, on réinvente l'autogestion et les pratiques culturelles écologiques pour "s'affranchir d'un aéroport et de son monde". A Bure, dans la Meuse, on refuse de laisser les terres livrées

aux pollueurs de la planète. Ailleurs, on défend les terres agricoles et nourricières contre l'appétit des bétonneurs et de la vorace grande distribution. Et partout ailleurs, nous sommes de plus en plus nombreux.ses à refuser l'agression des sols, à préserver les terres à vocation nourricière.

Contre les déchets nucléaires et les grands projets nuisibles, nous avançons aussi ...

Engageons-nous ensemble dans le cadre de la campagne "Décidons de notre alimentation !" avec nos fourches et nos fourchettes !

Les Ami.e.s de la Confédération  
paysanne

# LES GROUPES LOCAUX : DES NOUVELLES... DES CRÉATIONS... DES PERSPECTIVES

La dynamique de création de groupes locaux des Amis de la Conf continue sur la lancée de 2017. Après les créations des groupes du Maine-et-Loire, de Charente-Maritime, nous sous sommes rendus le 27 février 2018 à Lons-le-Saunier où des adhérents avaient manifesté leur souhait de se constituer en groupe local. En présence de représentants de la Confédération Paysanne du Jura, les présents ont souhaité continuer la structuration de leur groupe local. Ainsi les futurs statuts ont été finalisés et seront proposés à l'ensemble des adhérents lors de l'assemblée constitutive qui se déroulera le 5 avril 2018. Dans le cadre de cette même réunion seront envisagées les futures actions du groupe local et notamment de mener un recensement des terres agricoles

en danger. (Un grand merci à Marion pour nous avoir accueillis et hébergés!)

Nous évoquons souvent la création des groupes locaux mais il ne faudrait pas oublier qu'il y en a qui existent de longue date ! C'est le cas des Amis de la Conf de Seine-Maritime dont la création remonte à environ dix ans et qui sont très actifs sur leur territoire et en lien permanent avec la Confédération paysanne locale. Les Amis de la Conf de Seine-Maritime participent régulièrement au conseil d'administration, par le biais de sa référente, mais cela faisait bien longtemps que la structure nationale des Amis de la Conf n'avait pas été à leur rencontre. C'est désormais chose faite suite à la rencontre du 16 mars 2018 à St Arnoult. Cela a donc permis

de répondre, encore partiellement, à des interrogations qui avaient été soulevées par le groupe local lors de sa dernière AG mais aussi de pouvoir évoquer les questions locales. (Et encore merci à Martine pour son accueil chaleureux!).

D'autres départements ont manifesté leur désir de se constituer en groupe local et nous ne manquerons pas, à chaque lettre trimestrielle de vous tenir informés de ces évolutions.

Pauline, Michel et Fabrice

## ZOOM SUR LES AMIS DE LA CONF' 17

Lors de l'AG 2016 de la Conf 17, lors du tournage du film participatif « Sur les Chemins de l'Agriculture paysanne », j'ai été abordé par Jean-François Périgné, alors membre du Comité National, qui est maintenant trésorier national de la Conf', afin de relancer les Amis de la Conf' en Charente-Maritime.

Nous avons alors travaillé au démarrage d'un groupe informel, avec l'appui de la Conf' 17 et la mise à notre disposition par celle-ci d'une salariée, pour quelques réunions.

Nous nous sommes employés au cours de ces 2 dernières années à la diffusion de ce film lors de cinés/débats ayant chaque fois des thématiques différentes, afin de nous faire connaître du public charentais et des médias locaux.

Nous avons aussi organisé des visites de fermes, su réagir dans la presse locale à des projets d'agriculture industrielle (serres de tomates hydroponiques), afin de donner notre vision de l'agriculture de demain du

point de vue des citoyens.

De plus, nous communiquons sur les réseaux sociaux et grâce à une liste de diffusion vers les adhérents situés en Charente-Maritime et aussi une adresse dédiée.

Nous sommes passés de 10 adhérents à 40 actuellement, c'est pourquoi nous avons décidé de nous constituer en association officielle, ce qui fut fait le 23 janvier dernier lors d'une assemblée constitutive réussie.

Nous avons de nombreux projets en cours, et travaillons ardemment à construire des relations de confiance avec la Conf'17 afin de travailler en bonne intelligence ensemble sur notre si beau département.

Le président, Jérôme Blauth.

Nos Coordonnées :

Président, Jérôme Blauth :

0661323833

Trésorier, Jean Luc Delcampo :

0678127419

Secrétaire, Eric Kernéis : 0683834334



# À NOTRE-DAME-DES-LANDES

## LES ACTEURS RESTENT, LES ENJEUX CHANGENT, LES DISCUSSIONS ÉVOLUENT...

Dimanche 11 février 2018 : Réunion INTERCOMITES, à la WARDINE (NDDL)

La journée du samedi 10 février dédiée à la fête de la victoire étant suffisamment longue et occupée par tout un tas de choses, il avait donc été décidé, après consultation des divers comités régionaux, de reporter la tenue de la réunion Inter-comités au dimanche en tout début d'après-midi. La grange bondée de la Wardine avait du mal à contenir la foule tant l'intérêt suscité par la thématique du débat était importante.

Une présentation succincte de la situation fut faite, mais dès les premiers échanges le ton fût donné à cause des dissensions à propos de la route des Chicanes dont la réouverture a été soit-disant "négociée lâchement"... Une vingtaine de participants ont pu prendre la parole, les échanges ayant été parfois plutôt vifs (car passionnés, faute d'être passionnants...) dérivèrent assez vite sur la fameuse « route des Chicanes D.281 » et la plus que symbolique cabane du « Lama-Fâché »....

Avis échangés : La route des chicanes était-elle d'un enjeu aussi stratégique? Faut-il ne rien lâcher? Ne rien « négocier »? Ne laisser aucune marge au dialogue en campant sur des positions plutôt radicales et non négociables ?

Une très large majorité des présent.e.s pense que l'on ne peut pas rester sur une position «psychorigide» d'occupation de la D.281 (domaine public) et que l'on ne souhaite pas aller jusqu'à l'affrontement afin de la défendre y compris par la violence car c'est une source de conflit inutile avec la préfecture, les autorités et les forces de l'ordre et qu'il est préférable de déjà s'en tenir (au moins au départ) aux 6 points actés lors des négociations! (cf bas de l'article)

Même si la route a été défendue pendant longtemps de manière quasi-militaire et s'il a été possible de tenir la position, les personnes qui ont courageusement défendu cette foutue route font partie (pour une part) de celles et ceux qui ont permis de sauver la ZAD ; exercice particulièrement difficile d'expliquer maintenant à ces mêmes personnes qu'il faut « lâcher prise » en vue des négociations pour une sortie de crise honorable.

Et puis, il y a celles et ceux plutôt

«minoritaires» (mais ce n'est pas une raison suffisante non plus pour les exclure) qui ne veulent rien lâcher sur la route et qui disent : « on peut la tenir si on la tient ensemble et il faut la tenir car il faut maintenir l'affrontement avec l'État plutôt que de chercher à négocier !! »...

Question : cette route est-elle seulement un enjeu symbolique par rapport à l'État ou bien s'y passe-t-il des choses importantes ? Sa réouverture à la circulation remet-elle en cause les diverses alternatives ou lieux de vie essaimés un peu partout ? Représente-t-elle un véritable danger ou une menace pour certains modes de vie sur la ZAD ? (personne n'a répondu à cette question !)

Sous l'enjeu de cette route, il y a aussi celui de la négociation avec l'État, qui n'a jamais cessé depuis de nombreuses années.

Une petite minorité pense que l'on peut sauver la ZAD sans négociation : «ça s'est fait pendant 10 ans et négocier, c'est fragiliser celles ou ceux qui sont le plus dans l'illégalité»...

Une bonne majorité (assos/collectifs/militant.e.s etc..) pense que l'on ne sauvera pas la ZAD sans négocier : il faut réfléchir aux enjeux et diverses stratégies à adopter dans l'intérêt général et commun, c'est bien trop épuisant de tenir l'affrontement, l'État risquant d'être encore plus violent (voir à BURE dernièrement). Vu l'impensable, il y a encore peu de temps, abandon de cet aéroport, il faut accepter une certaine forme de dialogue, on ne peut pas lui demander de tout lâcher sans discussion : la vie n'est faite que de compromis... ce qui ne veut en aucun cas dire «compromissions». Si l'intelligence collective a fini par nous faire triompher contre ce projet, il faut éviter d'agir égoïstement et s'arquer-bouter sur des positions trop radicales et exclusivement locales alors que le problème est lui beaucoup plus global! Bien d'autres luttes contre des projets (tous aussi inconcevables) nuisibles restent aussi à mener un peu partout : ne nous éparpillons pas sur des clivages partiels et totalement contre-productifs... Ne brûlons pas nos énergies inutilement.





## SUITE NDDL...

Même si nous ne sommes pas dupes (ni nés d'hier) lors de diverses négociations, il faut partir sur un respect mutuel, des rapports loyaux et une confiance mutuelle. De toute façon, quoi qu'il se passe nous étions là, nous serons là et nous reviendrons si nécessaire, nous n'allons pas non plus nous laisser désarmer par de quelconques tentatives ou intimidations. Nous sommes dignes et responsables, ne pas oublier toutes celles et tous ceux qui ont permis d'arriver jusqu'à la victoire finale : ce sont bien les négociations et la grève de la faim (qu'il ne faudrait pas oublier...) qui ont permis qu'il n'y ait plus d'expulsions depuis 2012 ! Ne pas oublier que des paysans locaux «résistants» ont contribué grandement à la vie sur la ZAD, aux permanences menées par les divers associations et collectifs locaux relayées par les collectifs nationaux,

et que certains élu.e.s loca.ux.les et régiona.ux.les aussi ont permis certaines avancées (attention au discours « tous pourris »). La pression des 200 comités régionaux sur l'ensemble des territoires a elle aussi permis de maintenir et de relayer une pression politique. Depuis les tous premiers occupant.e.s du Sabot (2010/2011), c'est aussi cette stratégie d'occupation qui a aidé à sauver la lutte qui s'essouffait et commençait à manquer de force ! Nous aurions pu poursuivre les échanges et les discussions encore longtemps, mais la bagarre pour arriver à faire tomber ce foutu projet a suffisamment duré longtemps pour que la plupart des participant.e.s n'aient pas le sentiment de perdre encore trop de temps sur des choses qui n'impliquent pas forcément tout le monde de la même façon, qui ne relèvent ni de l'intérêt général ni des biens communs. Ca va être beaucoup

plus compliqué au niveau de la répartition et de l'utilisation des terres agricoles (et des autres). Justement, avec les « néo-ruraux » ou « néo-paysan.ne.s », aucun droit de propriété n'est revendiqué mais bien un droit d'usage ! ( comme disait si justement Michel Tarin : la terre ne nous appartient pas, nous devons la transmettre à nos enfants...! ) Il me semble qu'il n'y a pas de temps à perdre et justement les « prédateurs » de la FDSEA sont eux prêts à tout et ça m'étonnerait que des négociations puissent être envisageables avec leur agriculture industrielle, productiviste et capitaliste ! Nous sommes en veille permanente et serons tenu.e.s informé.e.s de l'avancement des négociations comme des projets en cours sur la ZAD.

Jipé, du comité Limousin de soutien à NDDL



Nous rappelons ci-dessous les bases communes que s'est donné le mouvement dans la perspective d'un avenir sans aéroport au-delà de l'abandon du projet.

Parce qu'il n'y aura pas d'aéroport, ce texte en 6 points a pour but de poser les bases communes nécessaires pour se projeter sur la ZAD une fois le projet d'aéroport définitivement enterré.

Il a été réfléchi au sein d'une assemblée régulière regroupant les différentes composantes du mouvement de lutte dont l'objectif est de penser l'avenir des terres une fois le projet abandonné et longuement débattu à plusieurs reprises, dans de multiples composantes et espaces d'organisation du mouvement.



*Nous défendons ce territoire et y vivons ensemble de diverses manières dans un riche brassage. Nous comptons y vivre encore longtemps et il nous importe de prendre soin de ce bocage, de ses habitant.e.s, de sa diversité, de sa flore, de sa faune et de tout ce qui s'y partage.*

*Une fois le projet d'aéroport abandonné, nous voulons :*

- 1 Que les habitant.e.s, propriétaires ou locataires faisant l'objet d'une procédure d'expropriation ou d'expulsion puissent rester sur la zone et retrouver leurs droits.
- 2 Que les agriculteur.e.s impacté.e.s, en lutte, ayant refusé de plier face à AGO-VINCI, puissent continuer de cultiver librement les terres dont elles ont l'usage, recouvrer leurs droits et poursuivre leurs activités dans de bonnes conditions.
- 3 Que les nouveaux habitant.e.s venu.e.s occuper la ZAD pour prendre part à la lutte puissent rester sur la zone. Que ce qui s'est construit depuis 2007 dans le mouvement d'occupation en terme d'expérimentations agricoles hors cadres, d'habitat auto-construit ou d'habitat léger (cabanes, caravanes, yourtes, etc), de formes de vies et de luttes, puisse se maintenir et se poursuivre.
- 4 Que les terres redistribuées chaque année par la chambre d'agriculture pour le compte d'AGO-VINCI sous la forme de baux précaires soient prises en charge par une entité issue du mouvement de lutte qui rassemblera toutes ses composantes. Que ce soit donc le mouvement anti-aéroport et non les institutions habituelles qui détermine l'usage de ces terres.
- 5 Que ces terres aillent à de nouvelles installations agricoles et non agricoles, officielles ou hors cadre, et non à l'agrandissement.
- 6 Que ces bases deviennent une réalité par notre détermination collective. Et nous porterons ensemble une attention à résoudre les éventuels conflits liés à leurs mises en œuvre.

*Nous semons et construisons déjà un avenir sans aéroport dans la diversité et la cohésion. C'est à nous tout.e.s, dès aujourd'hui, de le faire fleurir et de le défendre.*

# DÉCIDONS DE NOTRE ALIMENTATION!

LANCEMENT DE LA CAMPAGNE

Pour lancer la campagne "DECIDONS DE NOTRE ALIMENTATION!", une table ronde a réuni une trentaine de participants, le 3 MARS 2018 AU SALON DE L'AGRICULTURE, sur le stand de la Confédération paysanne. Elle a commencé par un exposé d'Eve FOUILLEUX sur la politique agricole et alimentaire française. Elle s'est poursuivie par un débat public. Vous trouverez ci-dessous ces 2 parties.

Eve Fouilleux est directrice de recherche au CNRS en science politique, au sein du laboratoire LISIS (Université de Paris Est Marne la Vallée) et chercheuse associée au CIRAD au sein de l'unité MOISA, à Montpellier.

En invitant une spécialiste qui a fait de la politique agricole et alimentaire son sujet de recherche, nous pensions naïvement qu'à la question «comment et où se prennent les décisions en matière d'alimentation?» nous obtiendrions une réponse précise avec, cerise sur le gâteau, un bel organigramme ...

Nous nous retrouvons plutôt face à une nébuleuse ou des pelotes emmêlées ...au choix.

Heureux ceux qui veulent étudier la politique agricole... secteur économique circonscrit, aux acteurs identifiés et dont les lieux et niveaux de prises de décisions sont connus.

Il n'en est pas de même de la politique alimentaire qui, beaucoup plus diluée, présente des enjeux multisectoriels et des activités transversales: distribution, agriculture, transformation, stockage, transport, consommation, environnement, déchets ...

La complexité du thème de l'alimentation est bien illustrée par la question de l'insécurité alimentaire. Elle est le plus souvent abordée sous l'angle uniquement agricole : la seule réponse apportée serait de produire toujours plus, laissant de côté les autres dimensions du problème (santé, nutrition, inégalités, etc.). Guerres, pauvreté, dictatures génèrent l'insécurité alimentaire en maints endroits bien plus qu'un déficit de production agricole. On pourrait y ajouter la spéculation dans le cas des émeutes de la faim. La juxtaposition

des mots « arme » et « alimentaire » en dit très long sur nos systèmes économiques et politiques.

Il n'existe pas à proprement parler de politique alimentaire (comparable à la PAC par exemple) ni au niveau européen, ni au niveau national, mais il se mène des politiques publiques diverses sans qu'une vision globale soit développée, ni qu'un organe se charge vraiment de leur mise cohérence.

Historiquement, ces politiques publiques se sont déployées en matière :

- de sécurité sanitaire des aliments qui mobilisent plusieurs ministères, et qui ont été réformées après l'électrochoc créé par la crise de la vache folle.

- de signes de qualité : AOP (appellation d'origine contrôlée), Label Rouge et AB (agriculture biologique) qui segmentent le marché en valorisant respectivement le lien au terroir, la qualité et la préservation de l'environnement.

- de plan de nutrition : «manger bouger» « 5 fruits et légumes par jour», etc.

Alors quid de notre questionnement de la démocratie dans la prise de décision ?

Comment, où, sont débattus les problèmes et avec quel niveau de pluralisme ?

Comment sont associé.e.s les citoyen.ne.s ?

Existe-t-il des dispositifs pour s'assurer que les rapports de force sont pris en compte et, dans la mesure du possible, contrebalancés ?

La constitution de la 5ème République nous a habitué.e.s à donner périodiquement notre avis lors des élections sur une pluralité de programmes... et des promesses qui n'engagent que ceux qui y croient, d'où la désaffection pour les partis politiques. Après l'alternance de 1981, malgré les espoirs, c'est le même système de cogestion avec la FNSEA qui a été reproduit.





Depuis des décennies les décisions politiques s'internationalisent, se globalisent, s'éloignent des citoyens (Union Européenne, Organisation Mondial du Commerce, Organisation de Coopération et de Développement Economique...) se libéralisent et surtout se privatisent.

C'est ainsi que :

- des firmes privées organisent les débats sur les politiques agricoles (Syngenta au niveau de l'UE).
- la Fondation Bill Gates et Monsanto avancent leurs pions dans les politiques publiques globales, poussant une vision très productiviste en Afrique (Nouvelle Alliance du G7 pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition).
- des dispositifs globaux de régulation des systèmes de valeur sont pilotés, sous couvert de participation et d'inclusion, par des banques ou des multinationales comme Unilever (tables rondes "soja responsable", "huile de palme durable"...).

A cela s'ajoute une recherche scientifique qui peine à jouer son rôle de confrontation entre différentes disciplines pour poser les problèmes avec des paradigmes différents ...

Il faut se souvenir d'un rapport en 2015 sur le bio remis au 1er ministre et qui préconisait d'introduire des pesticides dans le cahier des charges du bio pour rendre celui-ci plus performant !

On peut évoquer aussi l'entrée au conseil d'administration du CIRAD d'un représentant d'Avril... mais personne pour l'Agriculture paysanne.

En conclusion, la solution viendra peut-être de la politique alimentaire que les collectivités territoriales doivent mener pour reterritorialiser les productions... mais se pose le problème du foncier et de leurs compétences, somme toute limitées dans le domaine agricole et alimentaire.

L'alimentation peut être un puissant levier de changement de la politique agricole si et seulement si nous savons construire des alliances larges et non sectaires.

A l'issue de l'exposé, le public a été sollicité pour intervenir. De nombreuses questions ont été abordées.

Les consultations citoyennes fleurissent sur internet... par exemple, celle de la Politique Agricole Commune (PAC) au niveau de l'Union Européenne ; quel en est le poids et comment sont-elles gérées ?

Ce cas précis a été un sujet de recherche et il est apparu que le commissaire européen s'en était emparé pour proposer une PAC plus verte et plus égalitaire...mais les propositions n'ont pas résisté au jeu des compromis joué par la commission européenne. Ces consultations visent à légitimer un processus mais sont souvent préemptées ( ex : forte participation allemande).

En ce qui concerne les Etats généraux de l'alimentation en France, les rapports des ateliers sont restés inaccessibles et seuls les avis de citoyens étaient visibles. Pour certains ces consultations sont des leurres.

La pétition d'initiative citoyenne qui a réuni plus de 2 millions de signataires opposés au CETA n'a eu aucun effet sur la commission européenne qui n'est pas obligée d'en tenir compte... qui « peut » le faire ... mais ne le « doit » pas !

Les circuits courts et notamment les AMAP ont bien entendu été évoqués en ce qu'ils représentent une démarche démocratique. Pour autant, les AMAP ne sont pas accessibles à tous ( donc quid de la démocratie ? ) et elles sont mises en place grâce à une population ultra-militante qui peut faire peur. De plus, les circuits courts ne peuvent couvrir tous les besoins et tous les paysans ne peuvent ou ne veulent les utiliser. Les liens ville-campagne doivent être repensés à partir de la question alimentaire.

La restauration collective pourrait être un puissant levier ( ex. de Lons le Saunier, Mulhouse, Ungersheim ) et les cahiers des charges peuvent s'ouvrir à des candidatures collectives afin que des producteurs puissent s'associer ( ex. villes d'Auch ou Dolus ) et des critères écologiques s'imposer. On peut également le mesurer à l'aune de l'île d'Oléron qui lutte pour empêcher l'installation d'un Macdo et riposte avec le « printemps de l'alimentation durable » mené par des élus et des citoyens.

Actuellement, le consommateur ne détient pas la clé. Certes, ses choix sont importants mais il ne participe pas aux décisions, la publicité imposée par les lobbies est omniprésente, les prix ne reflètent pas le travail et la qualité des aliments n'est pas visible. Il faut reconsidérer la structuration de l'offre alimentaire.

**Sommes-nous en capacité de nous mobiliser localement et régionalement ? Les consciences s'éveillent grâce en partie au travail de nombreuses associations, d'élus locaux et de certains médias investis. Nous sommes persuadés que la question alimentaire reste un très fort potentiel de mobilisation citoyenne, mais à condition de créer, pour commencer, des alliances locales et territoriales entre les protagonistes de ce mouvement pour la démocratie alimentaire.**

Les Ami.e.s de la Conf'



# AGRICULTURE ET TRANSITION : ÉLODIE ET L'AMOUR DU SOL!

Elodie a 33 ans et de l'énergie à revendre ! Non, vous n'en trouverez pas sur ses étals au marché, mais plutôt de bons légumes bio qui ont poussé pas loin de chez nous !

La transition ? Elle connaît !

Son parcours passe par un doctorat en vulcanologie, puis un Brevet Professionnel Agricole à Reinach, en maraîchage, suivi d'expériences de terrain irremplaçables.

Pourquoi l'agriculture? Car Elodie adore le sol !

Elle connaît forcément très bien le sous-sol avec son parcours en géologie, mais elle s'est détournée de la sismologie et de ses heures passées, seule devant l'ordinateur, à en analyser des données pour s'intéresser au sol et privilégier le contact avec les gens. En vraie scientifique, elle bosse à fond l'agronomie, expérimente, essaye, va limiter le travail du sol pour préserver cet écosystème qui rend tant de services, va voir si elle peut se passer d'engrais... Toujours avec l'intention de concilier production et respect de l'environnement.

Sa définition de l'agriculture paysanne? Respecter la terre ! Avoir une diversité de production, produire ses semences, revenir aux valeurs de nos anciens !

Elle est en cours d'installation, avec sa première production en 2017. Son projet passe par une couveuse « Initiaterre » qui apporte un appui à la phase de démarrage. Elle prends la suite de Guy-Noël Choulet. Elle se fournit en graines chez Kokopelli, en plus de ses réserves et collections personnelles.

Elodie produit donc des légumes, et à venir, des fleurs comestibles, le tout en agriculture biologique certifiée. La commercialisation de ses produits passe par le marché bio le jeudi à Chambéry, une vente directe sur l'exploitation le vendredi, un magasin à Aix Les Bains et des restaurateurs locaux.

Ses outils de production sont simples : un motoculteur, des outils à mains, et pas mal d'huile de coude !

Coordonnées :

Elodie du « Jardin des Pâtissons », maraîchage bio à la Motte Servolex.  
site internet : [www.patissons.fr](http://www.patissons.fr) (en cours de création)

courriel : [jardin.patissons@gmail.com](mailto:jardin.patissons@gmail.com)

Anne-Marie Lagoutte



## LIVRE : « LE BIO, AU RISQUE DE SE PERDRE... »

### Fertiliser les valeurs de la « bio » paysanne contre les semeurs de doute !

Il y a le biocarburant qui n'a de bio que le nom, il y aussi du bio en agriculture qui contient les germes de l'industrie. Au delà de l'étiquette qui peut être associée à l'équitable, durable, responsable, solidaire et collaboratif, il y a beaucoup de marketing ; le bio est comme le dit justement Frédéric Denhez «ce que nous en ferons», tout en questionnant les fondements de l'agriculture biologique, de l'agriculture chimique et de la société de consommation.

Périco Légasse rappelle en préambule que le bio a ses tartuffes et ses pharisiens, ses collabos et ses intégristes. Manger, est-ce voter ? Frédéric Denhez dans sa quête de goût, réactualise les arguments des auteurs de « La bio entre business et projet de société » qui décrit un

mouvement lancé par des militants soucieux de défendre la petite paysannerie tout en rejetant les logiques productivistes qui a fini par s'échouer sur les têtes de gondole des supermarchés. Après "L'Assiette est dans le Pré" (paru en octobre 2017), le chroniqueur à "CO<sup>2</sup> mon amour" (France Inter) continue son exploration de la bouffe, de ce qu'elle nous dit de la société à travers un condensé historique.

«Il faut se battre pour le bio mais du bio frais, local, de qualité, cuisiné chez soi... »

La démarche se doit d'être écologique, sociale et politique, et ne pas se réduire à une distribution d'aliments sans pesticides pour consommateurs inquiets de leur santé.

« Le bio est un humanisme, une philosophie naturaliste qui s'oppose au système agroalimentaire tel qu'il

est aujourd'hui ». Pour autant, le bio est fragilisé par l'industrie et la grande distribution et ouvre cependant l'avenir sur une ligne d'horizon attirante pour 20% d'agriculteurs qui changent de modèle.

L'alternative à cette dérive trouve sa germination dans la défense des sols vivants et des arbres, celle d'une éthique de la bio qui serve les paysans et les mangeurs.

Est-ce à ce prix « que l'on pourra empêcher la malbouffe financiarisée et le marché qui la régule de dévoyer notre seule espérance de survie » ?

Voyage et rencontres en 128 pages en pleine crise de croissance biologique.

>>> Le Bio, au risque de se perdre...  
Collection dans le vif Ed.Buchet-Chastel

William

# UN FILM À VOIR : "TRAIT DE VIE"

TRAIT DE VIE de Fabien Rabin et Sophie Arlot, 1h15.

Ce film est sorti en salles au moment où le Salon International de l'Agriculture bat son plein avec sa débauche de technologie, de mastodontes de la mécanisation agricole ultra-sophistiquée coincées entre les stands de la malbouffe.

"Trait de vie" suit Manu, un « ancien » qui vit avec ses collègues de travail que sont ses chevaux. Il y a aussi Philippe, céréalier, qui ne peut plus

supporter que l'Homme saccage autour de lui, et qui se mue en ingénieur de machines agricoles pour traction animale afin de se passer définitivement de son tracteur. On voit Amandine et Martial qui s'installent en maraîchage avec Chouchou, leur âne, et Lucie qui revient sur la ferme de ses parents.

Tous ont comme même ambition d'être autonomes, de dépenser le moins possible d'énergie fossile, de ne pas dépendre des banques. Et ils profitent des bienfaits subsidiaires de

leurs compagnons qui leur dispensent du bon fumier.

Loin des clichés passéistes, ils participent d'un dynamisme où la recherche agronomique de pointe peut permettre à des paysans nombreux de vivre avec une conception du rapport à l'animal qui nous ravit.

Serge Muller

## AGENDA

- **samedi 7 avril** : 3ème édition du Salon du vin Bio, à Beauchamp, à la salle Anatole France (95)
- **lundi 9 avril, à 20h** : ciné-débat "Des Clics de Conscience", sur le thème Alimentation et santé : quelle agriculture?, au cinéma Les 400 coups, à Angers (49), par les Ami.e.s de la Conf' Maine-et-Loire
- **les 14 avril, 12 mai et 2 juin** : visites de fermes en Charente-Maritime, des Ami.e.s de la Conf' 17
- **mardi 17 Avril, à 9h** : grande manifestation "Libérons les paysan.ne.s des accords de libre-échange !", au rond-point Schuman, à Bruxelles (Belgique) (voyage en car organisé par la Conf')
- **mercredi 18 avril** : CA ouvert aux groupes locaux, à partir de 14h à Bagnolet (93). RDV à 12h à l'AG nationale de la Conf', à la mairie de Montreuil (93)
- **samedi 19 et dimanche 20 mai** : Printemps d'InPACT sur le thème "L'Agriculture Citoyenne fait sa
- Prise de Terre", à Gommerville (28), sur la ferme de la Basse-Cour
- **samedi 26 mai** : marché paysan à Bagnolet, sur la place Salvador Allende (93)
- **dimanche 27 mai** : marché paysan à Pantin, sur la place de l'église de Pantin (93)
- **dimanche 27 mai** : grand rassemblement festif sur les terres agricoles du Triangle de Gonesse
- **mardi 29 mai** : procès (reporté) des militants de la Conf' au tribunal civil d'Amiens, suite aux actions à l'usine des 1000 vaches de Drucat (80)
- **samedi 2 et dimanche 3 juin** : week-end Décidons de notre alimentation sur les Chais de Bercy, à Paris (75)
- **samedi 16 et dimanche 17 juin** : Assemblée générale nationale des Ami.e.s de la Confédération paysanne, à Seiches-sur-le-Loir (49)



Les Amis de la  
Confédération paysanne

104, rue Robespierre - 93170 Bagnolet  
01.43.62.18.70  
contact@lesamisdelacnf.org

page Facebook : Les Amis de la Conf'  
Twitter : @LesAmisdelaConf  
www.lesamisdelacnf.org